



DOCUMENT D'INFORMATION: L'ÉDUCATION POUR TOUS ET TOUTES

Le Mouvement de soutien des grands-mères demande à notre gouvernement d'accroître l'engagement du Canada dans le Partenariat mondial pour l'éducation pour la prochaine période de reconstitution.

L'éducation est un droit humain fondamental qui ne se concrétise pas dans la plupart des pays en développement, en particulier en Afrique sub-saharienne. Les grands-mères sub-sahariennes ont demandé une meilleure éducation pour leurs petits-enfants. Davantage de fonds pour l'infrastructure (la construction d'écoles et la formation d'enseignants) apportera les ressources nécessaires aux communautés. L'école devient un lieu de rassemblement dans une communauté, ce qui fait de l'éducation une nouvelle et importante priorité. Avec ces ressources, les grands-mères en Afrique sub-saharienne auront accès à l'éducation dans leur propre communauté.



En Afrique sub-saharienne :

- 55 millions d'enfants et de jeunes (âgés de 6 à 15 ans) ne vont pas à l'école, dont 29 millions sont des filles.
- Environ 23 millions d'enfants qui ne vont pas à l'école vivent dans des régions fragiles et en situation de conflit.
- 50% des classes au primaire ont plus de 50 élèves par classe.
- Il y a 123 millions de femmes (âgées de 16 à 49 ans) dont 64% sont analphabètes.
- 17 millions d'enseignants seront nécessaires pour combler les besoins d'éducation primaire et secondaire d'ici 2030.

L'éducation est la clé du développement et a une influence sur 17 objectifs de développement durables (ODD).

Dans le monde entier, l'éducation amène une plus grande prospérité économique, de meilleurs résultats en matière de santé et une plus grande égalité des genres. De plus, l'éducation réduit l'exploitation et la violence et elle permet aux personnes d'atteindre leur plein potentiel.

- Si tous les étudiants dans les pays à faible revenu obtenaient les habiletés de base en lecture, des millions de personnes sortiraient de la pauvreté : ODD 1 Pauvreté.
- Un enfant dont la mère sait lire a 50% plus de chance de vivre au-delà de cinq ans : ODD 3 Santé.

- Avec l'obtention d'un diplôme de l'école secondaire, il y aurait 64% moins de mariage d'enfants : ODD 5 Égalité des sexes.
- Les personnes lettrées participent davantage au processus démocratique et exercent leurs droits civils : ODD 16 Paix et justice.

Voir <http://www.globalpartnership.org/blog/17-ways-educatin-influences-new-17-global-goals>

Les femmes et les filles font face à de nombreux obstacles pour avoir une éducation de qualité en Afrique sub-saharienne:

1. La pauvreté et le coût de l'éducation : pas d'argent pour les frais de scolarité et les uniformes.
2. Le manque d'infrastructure : les écoles sont trop éloignées, les classes sont surpeuplées, il y a un manque de ressources.
3. Le manque d'enseignants ayant une formation de qualité.
4. L'eau et les systèmes sanitaires : il n'y a pas d'accès à des toilettes ni à de l'eau potable.
5. Les mariages précoces d'enfants et les normes sociales et culturelles : faire des travaux ménagers, prendre soin de la fratrie et aller chercher de l'eau.
6. La violence y compris l'exploitation par les enseignants, des trajets vers l'école non sécuritaires, de la violence basée sur le genre à l'école.
7. La faim et la malnutrition.

Les filles et les femmes qui vivent dans des pays fragiles ou en situation de conflit font face à des obstacles plus nombreux que celles qui ont les handicaps énumérés ci-dessus :

Voir <http://www.aworldatschool.org/news/entry/10-reasons-why-children-dont-go-to-school-1350>
<https://www.one.org/international/blog/10-legitimate-reasons-for-girls-not-to-do-their-school-work/>

Le rôle du Canada:

- Dans la lettre de mandat de novembre 2015 du Premier ministre Trudeau à la ministre du Développement international, l'une des grandes priorités était d'aligner l'aide au développement du Canada sur l'aide aux pays les pauvres, les plus vulnérables et les plus fragiles. Investir dans l'éducation pour tous et toutes en Afrique sub-saharienne répond à cette grande priorité.
- Depuis 2010, dans le cadre de l'aide publique au développement, l'aide financière du Canada dans le domaine de l'éducation est passée de 656 millions de dollars en 2010 à 343 millions de dollars en 2014, ce qui représente une baisse de presque 50%. Le budget 2016 reflète une grande valeur accordée à l'éducation au Canada : des fonds sont attribués à des écoles autochtones, à de la recherche en sciences et innovations et à des bourses post-secondaires. A la fois le Premier ministre Justin Trudeau et Madame Marie-Claude Bibeau ont reconnu, aux Nations unies en septembre 2016, l'importance sous-jacente de l'éducation pour atteindre les objectifs de développement. Cependant, nous attendons encore un engagement fort pour l'éducation dans les pays en voie de développement.
- Une nouvelle politique d'aide étrangère qui sera élaborée au printemps 2017 montrera que les Canadiens perçoivent la protection des droits humains comme une plateforme centrale au développement. Voir <http://internatinal.gc.ca/world-monde/development-developpement/iar-consultations-eai/report-rapport.aspx?lang=eng>

Dans le monde/globalement:

- Seulement 30% de l'aide globale atteint l'Afrique sub-saharienne qui comprend 60% des enfants dans le monde qui ne vont pas à l'école.
- Seulement 2% de l'aide humanitaire est dirigée vers l'éducation.
- 250 millions d'enfants quittent l'école après avoir atteint une quatrième année sans avoir les compétences de base en alphabétisation.

Le Partenariat mondial pour l'éducation:

Le Mouvement de soutien des grands-mères appuie le Partenariat mondial pour l'éducation. En 2014-15, le Mouvement faisait partie d'une petite coalition d'organisations civiles canadiennes qui ont réussi à obtenir que le Canada double son engagement au Partenariat en 2015 (allant de 15 millions de dollars par année à 30 millions de dollars par année) pour quatre ans, soit de 2015 à 2018. Le Partenariat mondial pour l'éducation est actif dans 60 pays dont 38 sont situés en Afrique sub-saharienne. L'un des objectifs-clés de ce Partenariat est de s'assurer que de plus en plus de filles vont à l'école et reçoivent une éducation de qualité. Le Partenariat préconise une approche inclusive et participative et rassemble tous les partenaires au niveau national afin d'obtenir une méthode ciblée et coordonnée dans le but d'améliorer les systèmes d'éducation nationaux. En 2016 seulement, les bourses du Partenariat ont permis la formation de plus de 240 000 enseignants, la distribution de 30 millions de livres d'école et la construction de 3000 classes. Voir <http://www.globalpartnership.org/>

Notre demande:

En 2016, le Mouvement de soutien a rejoint le Groupe de travail sur la politique canadienne en matière d'éducation internationale (CIEPWG – Canadian International Education Policy Working Group) qui cherche à influencer l'approche politique du gouvernement du Canada face à l'éducation globale, et qui cherche à accroître les engagements financiers du gouvernement afin d'améliorer l'accès à une éducation de qualité, inclusive et sécuritaire pour tous les enfants (objectif de développement durable 4). Les membres de cette coalition comprennent Plan Canada, UNICEF, Save the Children, World Vision, War Child, EUMC (Entraide universitaire mondiale du Canada), Global Citizen, CODE, Résultats Canada, ONE Canada, Fondation Aga Khan Canada et le Consulat canadien de l'UNESCO (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture). Ensemble, nous demandons à notre gouvernement d'accroître son engagement financier pour le Partenariat mondial pour l'éducation dans la période de reconstitution 2019-2022.

L'éducation de qualité, équitable et inclusive, y compris l'apprentissage tout au long de la vie, est essentielle à la prospérité, à la croissance économique et à l'atteinte d'un continent africain paisible, stable et sécuritaire.